

futuribles

I N T E R N A T I O N A L

47 rue de Babylone • 75007 Paris • France
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

SYSTEME VIGIE
SEANCE DU 20 MARS 2008

**COMPTE RENDU DE LA CONFERENCE DE JEAN-PAUL BETBEZE
« UNE APPROCHE PROSPECTIVE DE LA CRISE FINANCIERE
ET SES CONSEQUENCES A MOYEN ET A LONG TERME »**

Ce compte rendu n'a pas été relu par l'intervenant.

Hugues de Jouvenel : Jean-Paul Betbèze, merci de venir à notre secours pour nous permettre de mieux comprendre quelle est la teneur, quels sont les motifs et éventuellement les conséquences de la crise financière en cours. Le prospectiviste, inéluctablement, face à un phénomène tel que celui-là se dit « est-ce un phénomène porteur d'avenir ou un phénomène conjoncturel ? », « est-ce un phénomène de krach momentané ou bien faut-il s'attendre à ce que cette crise financière ait des répercussions majeures sur l'économie réelle à moyen et à long terme ? ».

Vous avez une heure dont, si vous le voulez bien, un petit moment de questions.

Jean-Paul Betbèze : J'ai un ensemble de graphiques qui vous seront envoyés¹, mais je préférerais vous parler de la philosophie qui est la nôtre indépendamment de ceux-ci.

1. Nous sommes confrontés à une crise majeure.
2. Nous nous en sortons.
3. Nous nous en sortons moins nombreux.
4. Quand nous nous sortons moins nombreux, le monde a changé.

Voici un plan en quatre parties qui ne sort ni de Sciences-Po ni de l'ENA, mais il a l'avantage de correspondre à la réalité.

Premièrement, c'est une crise majeure qui a comme ingrédient celui de compter beaucoup de crédits, peu de fonds propres, beaucoup de confiance dans un univers de liquidités. Nous sommes passés brutalement – brutalement veut dire de fin juillet à fin août 2007 – d'un univers hyper confiant à un univers hyper défiant. Ce changement, dans la nature des

¹ Le diaporama est accessible sur le site réservé des membres partenaires.

rappports économiques et financiers, est dû à cette liquidité qui était là, qui est toujours là, mais qui est devenue hyper défiante. Un tel changement a rapidement fabriqué une sorte de marasme, marasme de liquidité en septembre puis d'assurance de septembre à novembre, ensuite une crise bancaire mineure, enfin, récemment, une crise bancaire majeure. Nous assistons donc bien à une crise bancaire majeure dans son ampleur et dans ses répercussions.

La deuxième idée, c'est que ses répercussions seront d'autant plus importantes que cette crise est liée à des innovations. Ainsi, la titrisation qui s'est développée et qui est à l'origine de tout cela – c'est-à-dire qu'à partir de fonds propres je peux faire plein de crédits – était d'autant plus intense qu'elle a été baptisée par deux grandes formes de prêtres : les grands prêtres du *rating* et les grands prêtres de la liquidité. Les grands prêtres de la liquidité disaient : « si tu as un problème par rapport au papier que je t'ai donné, je t'assurerai la liquidité » et les grands prêtres du *rating* disaient : « le papier que tu as acquis est un papier sûr, il n'y a donc aucune raison que tu aies un problème mais au cas où tu en aurais un, tu as, de toute façon, une assurance de liquidité ».

La magie qui est derrière ce papier est du style : « mon pauvre voisin, un noir de l'Alabama, qui n'a pas de papiers, pas de revenu, qui aspire à avoir une maison mais dans un état délabré, et bien je vais la lui financer ! ». Et ce mouvement « caritatif » est d'autant plus ample que pour cette valeur de 100 à laquelle il aspire, je vais lui en prêter 125. Je ne serai pas suffisamment grossier pour lui demander s'il a des papiers (puisqu'il n'en a pas) et ça économise des frais. Ensuite je vais dire à ce Monsieur : « mon cher ami, je vais vous aider à financer cette maison au-delà de sa valeur, dans les deux premières années les frais financiers seront de 2 % ; ...au bout de deux ans, on passera à 15 ou 20... ». Je n'ai parlé que de frais financiers, pas de remboursement de capital puisque le remboursement de capital sera lié à la vente de la maison, plus tard. Donc, mon voisin se dit : « Enfin, j'ai trouvé quelqu'un qui m'écoute, qui me comprend ! » et grâce au fait que j'ai surfinancé sa baraque il peut effectivement, pendant les deux premières années, me payer les frais financiers. Quand la situation se détériore, comme cela fut le cas l'année dernière, le processus qui était monté se dégonfle et la première assurance de liquidité joue : fin août, les difficultés de financement apparaissent auprès des banques et à ce moment-là les banques centrales font leur travail. Mais les agences de *rating* commencent à être sous pression et les gens à s'interroger sur ce qu'ils ont acheté... et ils le découvrent et ils n'en veulent plus ! Le seul petit problème, c'est qu'il y a des problèmes !

Troisième idée : comment vais-je résoudre cela ? Je peux mettre sous perfusion, la perfusion étant la liquidité. Je donne de la liquidité puisque cet argent qui avait été financé hors banque par titrisation revient brutalement en banque, et donc il faut que je finance. Ensuite, je vais faire de la liquidité moins chère, c'est-à-dire que je vais baisser le taux d'intérêt et Dieu sait que la Banque centrale américaine le fit puisqu'elle est à 2,25 % au moment où je parle en attendant de s'arrêter à 1,5. L'Europe aussi va faire de la liquidité mais sans baisse de prix. Ainsi, l'argent en Europe est plus cher alors que la source du drame n'est pas européenne, et il est moins cher aux États-Unis, alors que la source du drame est là-bas. Le système financier et bancaire des États-Unis est plus impacté que celui d'ici, mais à force d'aider ceux qui sont plus impactés, la situation d'arrivée de ceux qui ne sont pas impactés égalisera celle de ceux qui étaient impactés...

Dans cet ordre d'idées, beaucoup de monnaie, monnaie moins chère, politique monétaire, politique budgétaire : tout ceci fabriquera du déficit budgétaire automatique puisqu'il y

aura moins de croissance. Tout ceci fabriquera du déficit budgétaire volontaire puisque je vais soutenir. Je vais soutenir aux Etats-Unis avec une aide aux pauvres, puis je vais soutenir avec toute une série d'effets de répercussions. Donc : politique monétaire (quantité et taux), politique budgétaire, déficit.

Ceci ne suffit pas et il faut de la coordination. Les banques centrales s'inscrivent dans des phases de coordination, la plus importante et la plus active étant la Banque centrale américaine.

Donc, politique monétaire, politique budgétaire, coordination. Si ça ne suffit pas – car nous sommes dans une situation compliquée – j'utilise ce que j'appelle les « buyers of last resorts ». Ou bien les « sovereign funds », « sovereign wealth funds », ces fonds souverains étant les fonds du souverain, le plus souvent. Il fut un temps où ces fonds (issus souvent du pétrole) finançaient les Américains pour qu'ils continuent à consommer. A un moment donné, ils ont eu besoin de plus d'argent pour financer des banques en difficulté et ont fait appel à ces fonds. Il y a encore quelque temps, les Américains présentaient encore les ports comme centres névralgiques (quand Dubaï proposait d'acheter), tandis que maintenant même Citygroup ne l'est pas...

A la question que vous posiez : « est-ce que la face du monde est changée ? », je réponds oui. « Est-ce qu'il y a des faits porteurs d'avenir ? » : je ne sais pas, mais il y a des gens porteurs de richesses. Et il n'est pas impossible que, de temps en temps, ceux qui sont riches fassent l'avenir, ou en tout cas croient le faire. Donc Citygroup, Merill Lynch, Lehman, UBS ont, parmi leurs actionnaires, des *sovereign funds* qui en ont 5 %, 10 %, 15 %. On dit que ce sont des « sleeping partners » et ils n'ont d'ailleurs pas demandé de poste au *board*. Ceci est vrai parce que nous avons eu une première phase de crise et que nous n'en avons pas eu de deuxième : dans ce cas-là, il faudrait sans doute aller les solliciter pour un poste au *board* et peut-être que ces « sleeping partners » sortiraient de leur « sleeping attitude » pour demander quelque chose...

Il n'empêche que les rapports de force mondiaux vont changer puisque vous allez avoir des banques à SWF et des banques sans SWF, et les banques à SWF, telles que City, etc. ont, par construction, des actionnaires solides *a priori*, extrêmement puissants et résistants aux crises et qui sont également des amis de la place. Et si vous avez un fonds de Singapour qui vous soutient, celui-ci vous ouvrira l'Asie, comme le fera un fonds de Chine, et ainsi de suite. Donc les soutiens en fonds souverains qui ont été des façons d'intervenir dans les fonds propres seront également des façons d'ouvrir des marchés à partir d'un territoire d'origine. Ce qui fait que des banques américaines qui avaient essayé de rentrer dans l'Empire du Milieu, se sont elles-mêmes retirées parce qu'elles se sont aperçues que d'autres étaient entrés plus vite, par la case New York. Ceci est extrêmement important. L'exemple d'UBS est frappant à cet égard. UBS est le plus gros fonds mondial, 1400 milliards. Temasek a pris quelques pourcentages dedans mais Temasek c'est Singapour. Qu'est-ce que c'est que Singapour ? C'est la Suisse de l'Asie. Quelle différence y a-t-il entre la Suisse de l'Asie et la Suisse de la Suisse ? Il y en a une qui est le futur de l'autre. Et quand l'une, qui est le futur de l'autre, commence à acheter le passé de l'une, il y a des tensions chez l'une... Il y a donc des tensions de cette nature et vous en verrez dans d'autres endroits.

Donc, politique monétaire, politique budgétaire, coordination, fonds souverains, et nationalisation. Cette nationalisation est un mot français que vous pouvez maintenant dire

en anglais « nationalization », et qui a été utilisé pour Northern Rock. Nous avons eu, dans la dernière année, un « bank run » classique comme au 18^e siècle et un « outbank run » moderne puisque les gens sont sortis de la titrisation. Et cette crise a conduit à ce qu'une banque anglaise de taille moyenne devienne propriété de la reine et du ministre des finances. Est-ce que le processus est en train de se développer ? Oui. On commence à voir des procédures de nationalisation, de prise en charge par la puissance publique d'actifs qui sont décidément problématiques. Et ça va continuer...

Puis j'ai les *hedge funds* et si vous me réinvitez je pourrai vous faire part d'autres problématiques, d'autres interrogations car nous avons d'autres soucis étant entendu que nous sommes dans une sorte de machine à l'envers de la dette...

Mais avec la politique monétaire, la politique budgétaire, la coordination, les *sovereign funds* et la nationalisation, vous avez les clés principales de compréhension ! Vous avez aussi des variantes, et je ne vous ai pas parlé de la crise des intérêts assureurs, mais cela peut être traité dans l'une de ces cinq catégories. Je n'en ai pas d'autres. Sauf la guerre.

Est-ce qu'il faut être pessimiste ? Il faut se dire que c'est grave, difficile, compliqué, mais que c'est bien fait. On va revoir des règles mais, du point de vue des scalpels, tout est là. On a utilisé le scalpel de la prise en charge publique, le tout dernier, en dernier ressort. Politique monétaire, politique budgétaire, coordination, fonds souverains, et soutien public, il n'y a que ça. Quant au fait de faire baisser le dollar, c'est une politique américaine qui est la conséquence de la politique monétaire américaine. Est-ce que c'est grave ? Je réponds, oui. Est-ce que c'est désespéré ? Je réponds non puisque c'est fait et puisque on a nos cinq outils.

Pourquoi est-ce que le remède ne marche pas tout de suite ? Parce que le malade est gravement atteint. Et pourquoi, avec tout ce qu'on lui a donné, ne se sort-il pas d'affaires ? Il n'y a pas d'erreur sur le diagnostic qui est : trop de dettes, trop d'innovations, trop de crédits, trop de confiance et de crédibilité, trop de défiance aujourd'hui, trop de tétanie, trop d'incrédulité. D'où la baisse des taux. Il faut 6 à 12 mois pour sentir l'effet des taux, il en faut 6 pour le budget. J'aimerais bien, néanmoins, voir un frémissement au 3^e trimestre. Autrement, il faudra continuer. Je verrai bien au début de l'année prochaine si c'est la maladie la plus sévère de l'après-guerre.

Extraits des débats :

Alain Lalau-Keraly : Je suis économiste et je m'occupe maintenant d'urbanisme. En vous écoutant on a vraiment l'impression que vous êtes assez confiant, puisque vous dites que dans 3 trimestres au maximum le problème sera réglé. Finalement, cela resterait un problème de banques. Ma question est la suivante : pourquoi est-ce qu'on nous alerte partout, dans les journaux, en disant que la crise va avoir un impact terrible sur l'économie réelle ?

JP.B. L'économie mondiale est passée de 5 % de croissance à 4 et même un peu moins. L'économie américaine est passée de 4 à 0. L'économie européenne est passée de 1 à 0,5.

Grosso modo, avec la remontée des taux, et donc la question de l'accessibilité du crédit, l'inquiétude et les angoisses de ceux qui ne veulent pas s'endetter, et les banques qui n'ont

plus les moyens ou la volonté de faire, vous avez perdu au moins 1 % de croissance mondiale. Ce n'est quand même pas complètement négligeable.

Jean-Noël Chapulut : Est-ce que cela va jouer sur le financement des investissements ? Les gens vont-ils reculer leurs limites de risques ?

JP.B. Bien sûr.

JN.C : Par exemple, les formules type « Partenariat public-privé » (PPP) peuvent en pâtir ?

JP.B. Oui ou non. *Grosso modo*, l'argent était trop facile et les conditions monétaires et de crédit étaient caritatives. Qu'est-ce que ça veut dire caritatif ? Ça veut dire dangereux. La charité en finance, c'est dangereux. Parce que vous faites trop de choses et que vous poussez, les curseurs. Vous allez avoir moins de croissance, mais elle sera d'une certaine manière plus pérenne.

Vous assainissez le jeu, mais le problème est celui de la course à la pureté. Nous devons vivre avec un certain volume de rendement risque, nous devons vivre avec un certain niveau d'endettement accepté par la communauté. Ce niveau d'endettement et de risque n'était pas perçu et brutalement les gens se rendent compte qu'ils sont plus endettés que prévu, qu'ils sont dans une société plus risquée que prévue, et ils ne le veulent plus. Il faut donc rassurer peu à peu les gens et donc les faire revenir d'une situation d'hyper-confiance et d'hyper-défiance à une situation *in-between*. C'est cette pédagogie de l'assainissement que nous devons mener. C'est celle-là qui est décisive. Et nous allons être chaque fois plus précis sur les crédits, plus précis sur les LBO. Les gros LBO sont arrêtés aujourd'hui.

Je suis un économiste, et un économiste est quelqu'un qui, à un moment donné, est amené à prendre des risques, du crédit. Je sais bien qu'il y a eu des excès, et il faut corriger certains excès, mais on ne peut pas fonctionner dans un système sans crédit, et uniquement d'autofinancement. Parce que, à ce moment-là, vous aurez de fortes tensions sociales. C'est pourquoi la Banque centrale, européenne ou américaine, pour revenir à une situation « normale », doit vendre du papier plus risqué qu'avant : elle doit participer à la prise de risque globale qui fait remonter le système. Si vous dites que le système doit s'épurer, se purger par lui-même, vous êtes dans un registre moral qui n'est pas le mien. Il y a des excès, mais il faut un certain niveau d'excès. Là, on est allé au-delà.

Et ce que j'attendrais également, c'est qu'on ait d'autres façons d'évaluer des actifs, que l'on sorte du *mark to market*, que l'on ait des mécanismes de comptabilité qui soient plus simples en périodes normales, et que l'on ne soit pas dans une économie qui, d'une certaine manière, pousse à la dette en étant pro-cyclique. Car en phase de baisse, il y a le mécanisme de *mark to market* qui accélère dans la descente et précipite la chute.

Olivier Paul-Dubois-Taisne : Vous considérez que le système anglo-saxon d'évaluation des actifs est malsain de ce côté là ?

JP.B. Je le considère, en effet. J'ai d'ailleurs écrit un article sur le *mark to market* où je dis que ce n'est plus la peine d'avoir le prolétariat, la comptabilité suffit.

Yves Geffrin : J'ai beaucoup apprécié votre histoire mais je me demande si vous n'avez pas perdu, à la fin, le premier acteur de l'histoire, à savoir votre « pauvre de l'Alabama » à

qui vous avez prêté de façon indue... et je m'interroge sur le rôle caritatif des banques, voire du système financier.

JP.B. Mon ami pauvre, il l'est indéniablement plus qu'avant...

Y.G. Dans cette histoire, vous avez sauvé le système économique et le système bancaire qui va avec, mais les gens qui étaient emprunteurs au début et qui avaient ainsi trouvé une solution pour s'intégrer dans la société, sortent, eux, plus pauvres...

JP.B. C'est une vraie question.

Si je suis banquier, je fais un crédit à un monsieur et je garde au moins 80 % de ce crédit dans mon actif et si le crédit que je fais à ce monsieur tourne mal je suis le premier à en pâtir, je dois donc faire attention. Ainsi, une banque fait du crédit qui a une certaine chance d'être rentabilisé et d'être remboursé. Donc, je ne peux pas faire de crédit qui ne peut pas être remboursé. Autrement, c'est du micro crédit, ce sont d'autres structures qui sont hors du marché bancaire. Le marché bancaire travaille à la statistique sur des produits et des crédits qui peuvent être statistiquement remboursés. Autrement, ma banque sera fragile et perdra des clients qui ne voudront pas déposer leurs actifs puisque ils auront le sentiment que je dilapide, ce qui sera vrai. Donc, je ne prête pas aux riches, mais je prête à ceux qui, statistiquement, peuvent rembourser. Je peux titriser une partie de ce que je prête, mais ce sera une partie seulement, sachant que j'ai gardé l'essentiel. Je suis donc partie prenante.

Maintenant, si je suis un agent monteur d'opérations, je fais un crédit à un monsieur et je le vends. Je fais un crédit à un autre monsieur et je le vends, ainsi de suite. Je ne garde pas de crédits. Et donc je n'ai pas d'intérêt à la qualité du produit puisque je suis payé à la commission. C'est un processus d'intermédiaire, de titrisation totale. Tout cela n'aurait jamais dû avoir lieu aux Etats-Unis mais cela s'est produit.

Intervenant : C'est comme les Caisses d'Épargne en 1986...

JP.B. Ce sont effectivement les Caisses d'Épargne. Cette fois-ci, l'enjeu est dix fois plus gros mais c'est la même logique.

Marie-Hélène Laurent : J'ai deux questions, la première porte sur la gouvernance, vous avez cité cinq séries de mesures parmi lesquelles la partie État-Nation intervient...

JP.B. Je vais vous répondre tout de suite parce que c'est très important.

Premièrement, les cinq éléments sont nationaux. Simplement, ils ne sont pas coopératifs, et quand moi, Monsieur Bernanque, je baisse mes taux, si vous Monsieur Trichet vous ne baissez pas les vôtres, *too bad*. Si moi je baisse mes taux et que le dollar baisse et que l'euro monte, *too bad for you*. Donc, j'ai des mécanismes qui sont des mécanismes de gouvernance non coopératifs.

Deuxièmement - puisque le mot de gouvernance a été mentionné - j'aurais pu être précuratif. Mais je n'ai fait que du curatif parce que le malade est déjà à l'hôpital. Quand vous avez un malade avec un problème cardiaque, vous ne pouvez pas lui dire « vous auriez dû maigrir ».

MH.L. Il y a des politiques de santé publique...

JP.B. Mais les politiques de santé publique, comme vous le savez, ne sont pas utilisées dans le domaine public. C'est bien pour ça qu'il y a des crises. Pourquoi est-ce que j'ai une crise de cette ampleur ? Parce que les règles n'ont pas été suivies.

MH.L. Qui est chargé de les faire appliquer ?

JP.B. Toutes les crises sont toujours des transgressions des règles écrites. Quand quelqu'un est hors la loi, ça veut dire que la loi était là et qu'il était hors de la loi. Quand il y a eu du crédit qui a été fait excessivement, il a été fait en dehors des règles qui étaient précisées par la FED. Pourquoi est-ce qu'il y a des gens qui conduisent à 180 kms à l'heure ? Parce qu'ils ont dépassé la vitesse permise...

MH.L. Ca m'amène à ma 2^{ème} question. Lorsqu'une entreprise standard fait une erreur de stratégie, elle craint la sanction, non seulement économique mais aussi industrielle. Mais, dans le monde financier, d'après ce que vous dites, quand on est gros, il faut qu'on survive, sinon c'est la catastrophe : qu'est-ce qui fait la spécificité du monde de la finance par rapport à celui de l'industrie ?

JP.B. La confiance...

MH.L. La facture ne devrait-elle pas être payée uniquement par les organismes qui en sont responsables... ?

JP.B. Je vais expliquer.

- 1) Personne, dans les banques, ne peut payer la facture.
- 2) Nous sommes dans la société, la monnaie fait société. Si vous dites qu'une société qui fabrique des cachous est en difficulté, c'est embêtant. Si elle fabrique de la société et qu'elle met en jeu la société de paiement, le risque n'est plus le même. Je ne veux, sous aucune prétexte, prendre le risque d'une crise sociale. Pour le moment, elle est financière, économique, et je ne veux pas qu'elle soit sociale. Vous voyez bien à quel point je dois arrêter le processus parce que, justement, j'ai des effets de transmutation de la crise...

H.J. Vous avez quand même coulé votre « pauvre de l'Alabama »...

JP.B. Le problème, c'est qu'il ne s'agit pas d'éthique. Si c'était de l'éthique, ce serait facile. Il y a conjonction de deux phénomènes :

- 1) il y a le phénomène d'innovations...
- 2) et celui du concours d'innovations qui a provoqué la crise... Qu'est-ce que le hasard ? C'est la rencontre de séries causales indépendantes...

JN.C : Trois éléments.

1- Prenons comme repère historique la crise qui a eu lieu dans les années 80-90 puisqu'on a pu voir ce qui s'est passé au Japon, aux États-Unis, en Grande-Bretagne. Les Anglo-Saxons n'ont pas pris en charge les acteurs touchés par la crise, le Japon si. Les pays anglo-saxons s'en sont sortis au bout de trois ans, le Japon n'en est toujours pas sorti. La prise en charge des pertes des acteurs est-elle d'une manière générale une bonne chose ? C'est le premier point.

2- Les risques pris sur l'immobilier américain étaient assez évidents. Les banques européennes seraient allées acheter des titres sans connaître les marchés ? C'est quand même assez peu probable...

3- Le système financier, par ce type de comportement, met en cause l'économie de marché et ne semble pas vraiment se remettre en cause : cela conduit à une incompréhension...

JP.B. Comment faire pour vérifier dans les banques ce qui se passe ? Vous devez renforcer les services de police. Partout. La deuxième chose que vous devez faire, est de travailler sur des *stress cases*, des *stress scenarios*, travailler sur des cas qui paraissent peu ou très peu probables. *Grosso modo*, la vision du monde que nous avons est une vision gaussienne du monde. Il y a des éléments qui sont structurels et puis des événements exceptionnels. La crue de la Seine apparaît tous les 100 ans, voire 120 ans, mais les crises financières apparaissent tous les 20 ans, tous les 10 ans. Donc, notre vision du monde du style « le pire arrive toujours, mais toujours plus tard » est une vision fautive. Vous devez, dans ce cadre, avoir une autre vision du monde dans laquelle les cas extrêmes ne soient pas extrêmement peu fréquents. Vous devez revoir vos systèmes de police ou de vérification et vos systèmes d'analyse des cas extrêmes. Ensuite, il faut travailler sur ce qui pousse à l'accélération de la vitesse en sachant que l'on veut freiner. Que, par exemple, vous ayez des *bonus* pour le monsieur qui fait du montage, ça contribue à accélérer la vitesse. Je vais donc avoir des logiques de gouvernance pour introduire des éléments qui réduisent la vitesse. Que le *mark to market* accentue la vitesse, c'est important. Il ne s'agit pas d'être amoureux du système dans lequel nous sommes, je dis simplement que nous devons vérifier et réduire ses dysfonctionnements.

JN.C. : Tous les cinq ans, ça recommence. Il y a eu la crise Internet, avant la crise immobilière, de 86 à 95... On va peut-être sortir de cette crise-là, mais quand va-t-on retomber dans la prochaine ?

JP.B. Dans cinq ans, c'est évident. Vous avez le choix entre deux systèmes, un système à risques et un système sans risque. Le système à risque c'est le nôtre, et nous aurons en permanence une course poursuite entre les vigilants, la surveillance, la gouvernance et, d'une certaine manière, les autres qui essaient d'aller plus vite. Le monde dans lequel nous vivons est celui-là. Moi je préférerais que les salariés soient actionnaires de l'entreprise parce que je me dis qu'ils seraient plus vigilants, mais rien n'empêche rien. Mais je peux fabriquer des règles qui permettent de réduire la vitesse, qui jouent le rôle des radars. Avec ces instruments, je réduis la vitesse, mais je sais qu'il y aura toujours, à un moment donné, un pataquès. Je le sais. Un jour ou l'autre, il y aura un problème avec la Chine.

L'économie de marché fabrique du risque. Et pourquoi l'économie de marché est-elle supérieure à l'autre qui est morte et pourquoi fabrique-t-elle du risque ? Parce qu'elle a un traitement particulier de l'information. Qu'est-ce que l'économie ? C'est une façon de traiter l'information. Vous devez avoir de l'information, plein d'information. Le capitalisme permet de mieux gérer la finesse de cette information et, la plupart du temps, le côté multidimensionnel de cette information. Mais à un moment donné, la façon de traiter cette information se coagule en petits grumeaux ou en gros grumeaux. Et ça fabrique des petites bulles ou des grosses bulles. Je me trouve donc être dans un système qui, quatre ans sur cinq, traite l'info, et, un an sur cinq, me fabrique un grumeau. Qu'est-ce que vous faites quand il y a des grumeaux ? Vous touillez plus fort, vous surveillez davantage, c'est votre métier sachant qu'un jour vous serez rattrapé. Mais après que cela a eu lieu, ça se résout,

ça se gère, ça évolue. Je n'ai pas d'autre solution que celle-là. Et l'éthique n'a rien à voir avec ça. Sauf l'éthique de la connaissance de ce système, c'est-à-dire le « connais-toi toi-même ». L'éthique du savoir, l'éthique de la maîtrise, c'est l'éthique de la connaissance de ses limites, de ses risques, de ses faiblesses, de ses turpitudes, de ses envies, bref de tout ce qui nous fait avancer.

Compte rendu établi par Annie Palmantier et François de Jouvenel